Dépêche No. 1172 | 21 avril 2026

La majorité des Mauritaniens pensent que les hommes devraient avoir davantage droit à l'emploi que les femmes

Dépêche No. 1172 d'Afrobarometer | Komi Amewunou, Adu Kakra Duayeden et Hassana Diallo

Résumé

La Mauritanie a entrepris des efforts en faveur de l'égalité de genre en renforçant son cadre institutionnel, politique et juridique, notamment à travers la ratification d'instruments internationaux des Nations Unies, de l'Union Africaine et de l'Organisation Internationale du Travail (Groupe de Travail des Nations Unies sur la Discrimination à l'Egard des Femmes et des Filles, 2023). Par ailleurs, la Constitution interdit toute forme de discrimination, et le pays a adopté des politiques pertinentes, telles que la Stratégie Nationale d'Institutionnalisation du Genre (2015-2025) (République Islamique de Mauritanie, 2017 ; Agence Française de Développement, 2016). Des unités spécialisées chargées des questions de genre ont également été mises en place au sein des ministères. En outre, l'Observatoire National des Droits des Femmes et des Filles a été créé pour suivre et promouvoir ces droits (Partenariat EDIFIS, 2025 ; Ministère de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille, 2022).

En matière d'éducation, la gratuité de l'éducation à tous les niveaux est assurée par l'Etat, et une révision des manuels scolaires a été entreprise afin d'éliminer les contenus stéréotypés basés sur le genre (UNESCO, 2025). De plus, le gouvernement déploie des efforts pour privilégier les filles dans l'octroi de bourses, avec un quota de 30% pour les filles dans divers programmes. Le taux des filles dans les universités publiques est aussi passé de 37% en 2019 à 48% en 2023 (Carrefour de la République Islamique de Mauritanie, 2012 ; Groupe de Travail des Nations Unies sur la Discrimination à l'Egard des Femmes et des Filles, 2023).

Sur le plan de la représentativité politique, un décret a été adopté en 2006 introduisant des quotas de genre, réservant 20 des 88 sièges parlementaires aux femmes et 20% des sièges aux femmes pour les élections municipales. Depuis lors, la représentation des femmes au Parlement a augmenté, passant de 17% en 2006 à 23,3% en 2023 (Carrefour de la République Islamique de Mauritanie, 2024 ; Programme des Nations Unies pour le Développement, 2023).

Toutefois, des lacunes persistent en matière d'égalité de genre en Mauritanie.

Sur le marché du travail, les femmes sont moins actives que les hommes, et sont plus nombreuses dans le secteur informel, souvent précaire et dépourvu de protections formelles (Banque Africaine de Développement, 2022).

Dans le domaine foncier, peu de femmes possèdent une propriété foncière ou immobilière, ce qui compromet énormément leur droit à un niveau de vie adéquat, leur sécurité alimentaire et leur accès au crédit (Office Nationale de la Statistique, 2021).

Cette dépêche présente les résultats d'un module spécial inclus dans le questionnaire du Round 10 de l'enquête Afrobarometer qui explore les perceptions des Mauritaniens sur l'égalité des sexes.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Les résultats mettent en évidence des inégalités persistantes entre les femmes et les hommes en Mauritanie en matière d'éducation, d'emploi et d'autonomie économique. Les femmes sont moins nombreuses à atteindre les niveaux d'enseignement secondaire et post-secondaire, et plus susceptibles de n'avoir aucune éducation formelle.

Les normes sociales restent également défavorables aux femmes, une large majorité des citoyens estimant que les hommes devraient être prioritaires en matière d'emploi, et les femmes bénéficient moins que les hommes d'un emploi.

Dans les sphères familiale et communautaire, certaines filles sont encore empêchées d'aller à l'école, tandis que certaines femmes se voient refuser l'accès à un emploi rémunéré. Par ailleurs, des proportions non négligeables de la population signalent des cas de discrimination, de harcèlement et de violences sexistes, tant dans les milieux scolaires que dans les espaces publics.

Peu surprenant, une forte majorité des Mauritaniens considèrent que les institutions, notamment la police et les tribunaux, doivent intensifier leurs efforts pour mieux protéger les femmes et les filles.

Enfin, les femmes demeurent moins autonomes économiquement, étant moins impliquées dans la gestion de leurs revenus et plus exposées à l'absence de ressources.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relativement à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Dix rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 45 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 (2024/2025) couvrent 38 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Mauritanie, conduite par SISTA Conseil, s'est entretenue avec 1.200 adultes mauritaniens en janvier 2025. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Une enquête a été précédemment réalisée en Mauritanie en 2022.

Résultats clés

- Les femmes mauritaniennes sont moins nombreuses que les hommes à profiter des niveaux d'éducation secondaire (26% contre 30%) et post-secondaire (5% contre 12%), tandis qu'elles sont plus nombreuses à n'avoir bénéficié d'aucune éducation formelle (42% contre 35%).

- Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à n'avoir pas d'emploi et en être à la recherche (45% contre 35%), ainsi qu'à être sans emploi sans en rechercher (40% contre 25%). En revanche, elles sont nettement moins nombreuses à occuper un emploi à temps plein (4% contre 21%) ou à temps partiel (11% contre 19%).

- La majorité (69%) des Mauritaniens estiment que les hommes devraient plus avoir le droit à l'emploi que les femmes.

- Près de deux répondants sur 10 (17%) déclarent qu'il arrive « souvent » ou « toujours » que les filles soient empêchées d'aller à l'école parce que leur famille donne la priorité à l'éducation des garçons. Plus du quart (27%) affirment que les femmes sont « souvent » ou « toujours » empêchées par un membre de leur famille d'occuper un emploi rémunéré.

Copyright ©Afrobarometer 2026

- Deux citoyens sur 10 (20%) affirment que « souvent » ou « toujours » les élèves filles ou étudiantes sont victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants. Trois sur 10 (30%) déclarent que les femmes sont « souvent » ou « toujours » harcelées sexuellement dans des lieux publics tels que les marchés, les rues ou les transports publics.

- Trois quarts (76%) des Mauritaniens estiment que la police et les tribunaux doivent faire plus pour protéger les femmes et les filles contre la discrimination et le harcèlement.

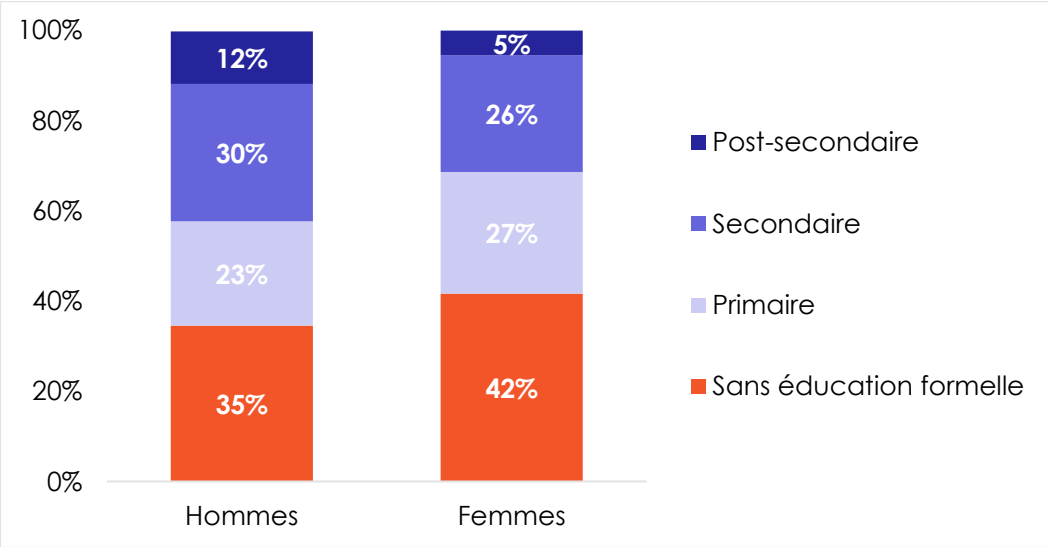
- Les femmes sont moins autonomes dans la gestion de leurs revenus que les hommes (41% contre 52%), tandis qu'elles sont plus nombreuses à déclarer ne pas avoir de revenus (15% contre 10%).

- Les femmes sont moins nombreuses que les hommes à posséder des actifs tels qu'un téléphone portable (90% contre 94%), un compte mobile money (46% contre 57%), un compte bancaire (20% contre 27%) ou encore une voiture ou moto (11% contre 29%).

Egalité des sexes et discrimination

En Mauritanie comme dans la plupart des pays d'Afrique, les disparités entre les genres persistent. Les résultats de la plus récente enquête Afrobarometer montrent que les femmes mauritaniennes sont moins nombreuses que les hommes à avoir bénéficié des niveaux d'éducation secondaire (26% contre 30%) et post-secondaire (5% contre 12%), tandis qu'elles sont plus nombreuses à n'avoir bénéficié d'aucune éducation formelle (42% contre 35%) (Figure 1).

Figure 1 : Niveau d'éducation | par sexe | Mauritanie | 2025



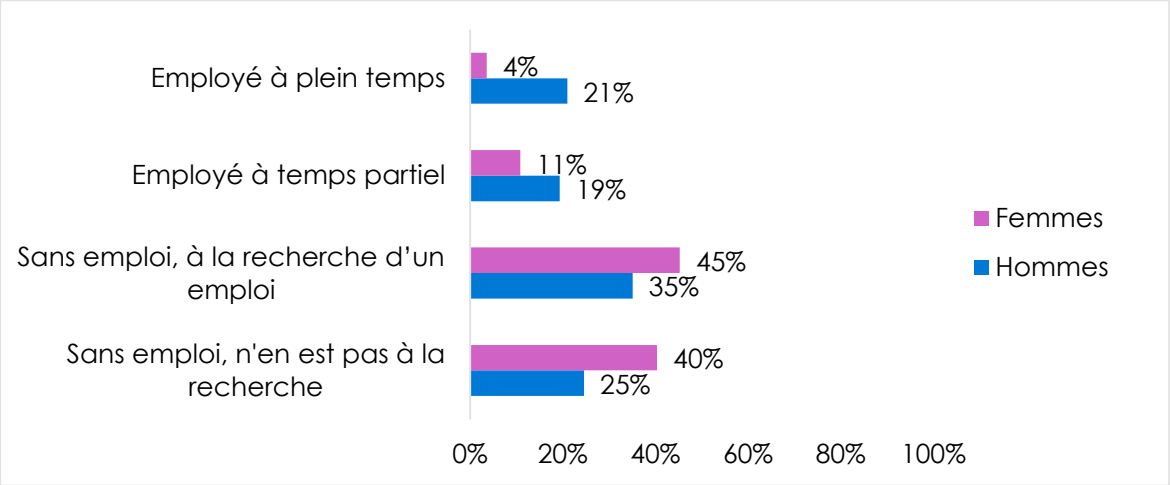
Question posée aux répondants : *Quel est votre plus haut niveau d'éducation ?*

Ces inégalités en matière d'accès à l'éducation se prolongent sur le marché du travail et contribuent à renforcer les disparités entre les sexes.

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à être sans emploi et à la recherche d'un travail (45% contre 35%), ainsi qu'à être sans emploi sans en rechercher (40% contre 25%) (Figure 2). En revanche, elles sont nettement moins nombreuses à occuper un emploi à temps plein (4% contre 21%) ou à temps partiel (11% contre 19%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 2 : Inégal accès à l'emploi | Mauritanie | 2025

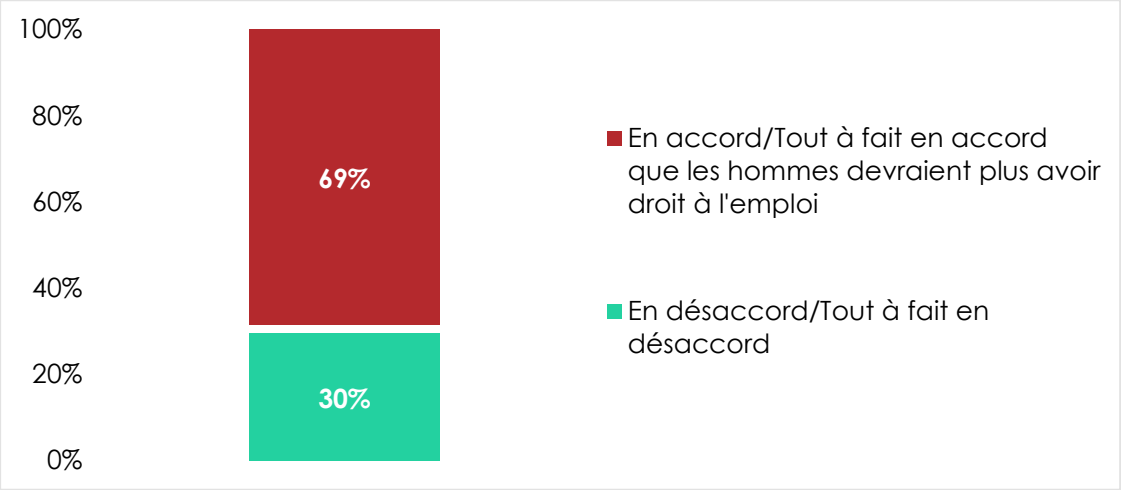


Question posée aux répondants : *Exercez-vous un travail salarié ? [Si oui :] Est-ce un emploi à plein temps ou à temps partiel ? [Si non :] Etes-vous présentement à la recherche d'un emploi ?*

La majorité (69%) des Mauritaniens estiment que les hommes devraient avoir plus droit à l'emploi que les femmes (Figure 3).

Cette opinion est majoritaire à travers les groupes démographiques principaux, mais est plus prononcée parmi les riches (72%)[1], les hommes (71%) et citadins (71%) que parmi les pauvres (65%), les femmes (66%) et ruraux (66%) (Figure 4).

Figure 3 : Les hommes devraient-ils plus avoir droit à l'emploi que les femmes ? | Mauritanie | 2025

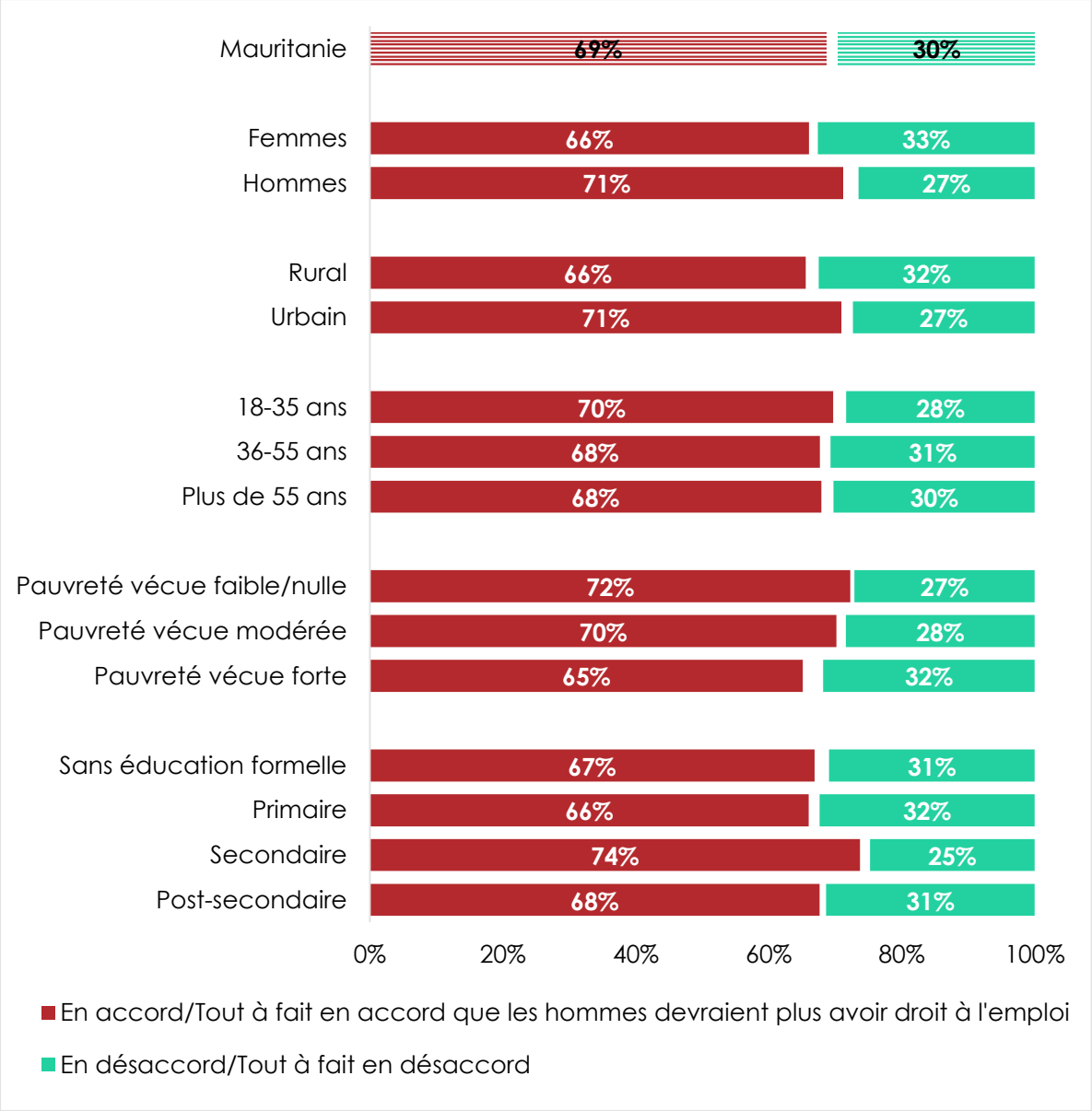


Question posée aux répondants : *Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous n'êtes pas d'accord ou si vous êtes d'accord : Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes ?*

[1] L'Indice de la Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure le niveau de précarité matérielle des répondants en leur demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité (suffisamment de nourriture, d'eau, de soins médicaux, de combustible pour cuisiner et de revenus en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Lekalake (2025) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 4 : Les hommes devraient-ils plus avoir droit à l'emploi que les femmes ? | par groupe démographique | Mauritanie | 2025

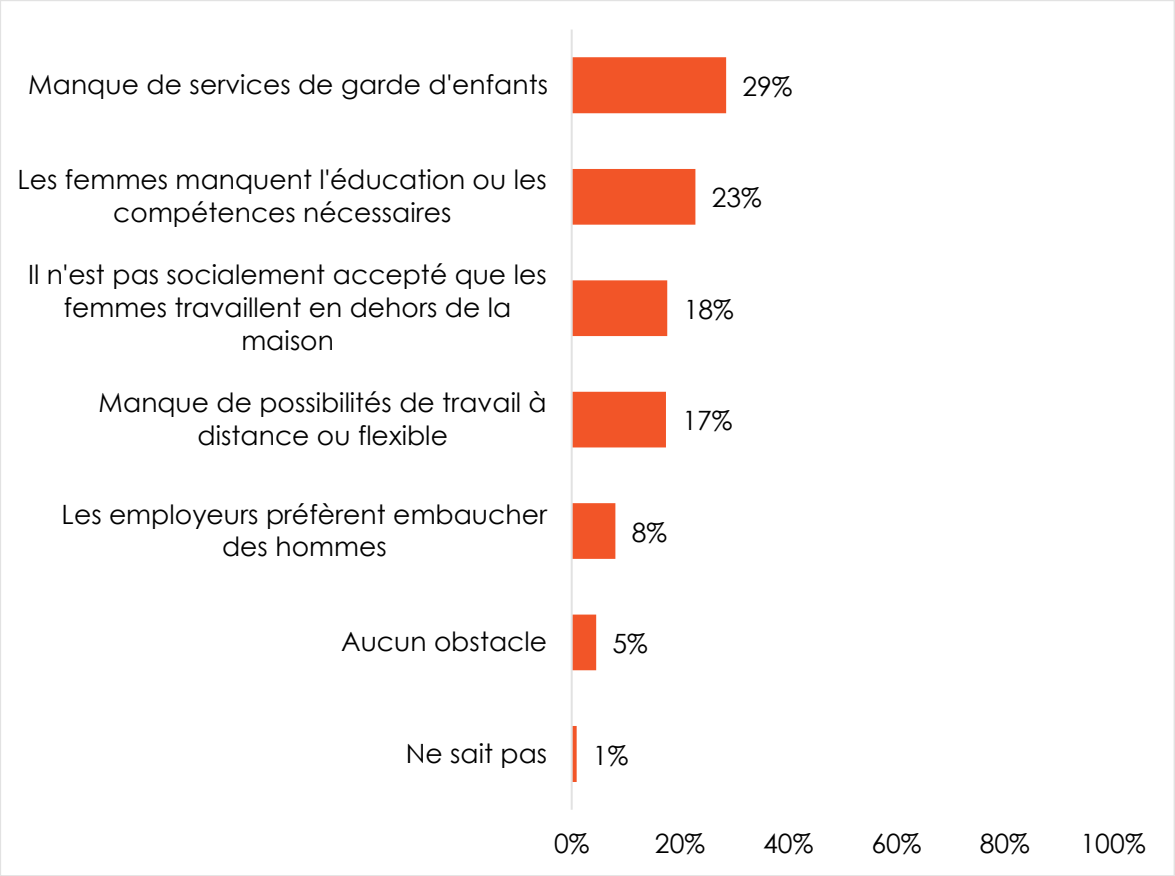


Question posée aux répondants : *Pour l'affirmation suivante, veuillez me dire si vous n'êtes pas d'accord ou si vous êtes d'accord : Lorsque l'emploi se fait rare, les hommes devraient plus avoir le droit à un emploi que les femmes ?*

Interrogés sur les principaux obstacles qui empêchent les femmes d'accéder au marché du travail et d'y progresser, les Mauritaniens citent en premier lieu le manque de services de garde d'enfants (cité par 29% des répondants). Viennent ensuite le manque d'éducation ou de compétences (23%), les normes sociales qui limitent l'acceptation du travail des femmes en dehors du cadre familial (18%), ainsi que le manque de possibilités de travail à distance ou flexible (17%) (Figure 5). Malgré le soutien majoritaire à l'idée que les hommes devraient être privilégiés à l'embauche, seuls 8% des répondants citent la préférence des employeurs pour l'embauche d'hommes comme un obstacle pour les femmes sur le lieu de travail.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 5 : Principales barrières à l'emploi des femmes | Mauritanie | 2025



Question posée aux répondants : *Selon vous, quel est le principal obstacle qui empêche les femmes d'entrer sur le marché du travail et d'y progresser ?*

Au-delà des inégalités d'accès à l'emploi, les femmes sont également confrontées à diverses formes de discrimination et de harcèlement dans la société.

De nombreux Mauritaniens estiment que les filles sont « souvent » ou « toujours » empêchées d'aller à l'école parce que leurs familles accordent la priorité à l'éducation des garçons (17%)[2] et que les femmes sont « souvent » ou « toujours » empêchées, par un membre de leur famille, d'occuper un emploi rémunéré (27%) (Figure 6). Toutefois, la majorité des répondants (83% et 73%, respectivement) considèrent que ces pratiques sont rares, voire inexistantes.

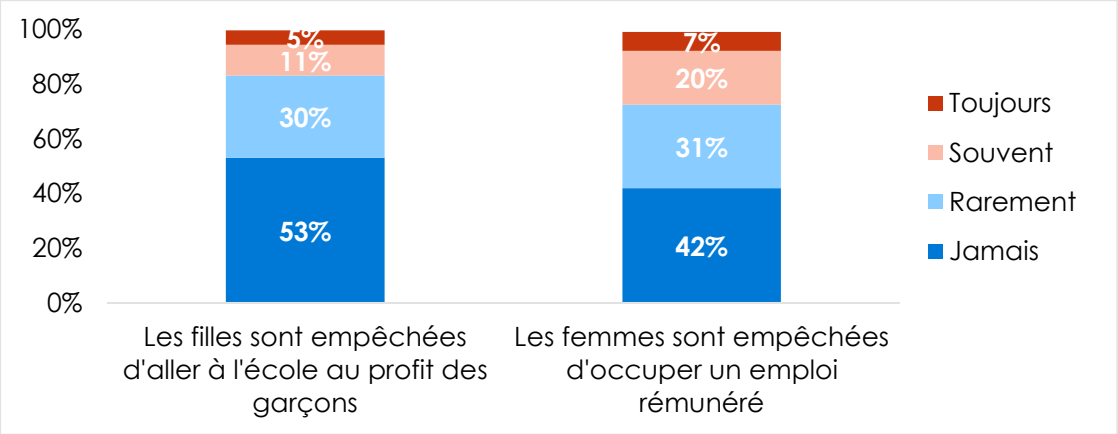
La perception que les filles sont fréquemment empêchées de fréquenter l'école augmente avec le niveau de pauvreté vécue mais diminue à mesure que le niveau d'éducation s'élève. Ainsi, 24% des plus pauvres signalent ces cas de discrimination contre seulement 7% des plus riches, et 18% des non-instruits contre 7% des personnes ayant un niveau post-secondaire (Figure 7).

Le fait d'empêcher les femmes d'occuper un emploi rémunéré est davantage perçu parmi les plus pauvres (39%) que parmi les plus riches (16%), ainsi que parmi les femmes (31%) comparativement aux hommes (23%).

[2] En raison de l'arrondissement, les pourcentages des catégories combinées pourraient légèrement différer de la somme des sous-catégories arrondies (par exemple 5% « toujours » et 11% « souvent » totalisent 17%).

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 6 : Discrimination à l'endroit des filles et des femmes | Mauritanie | 2025

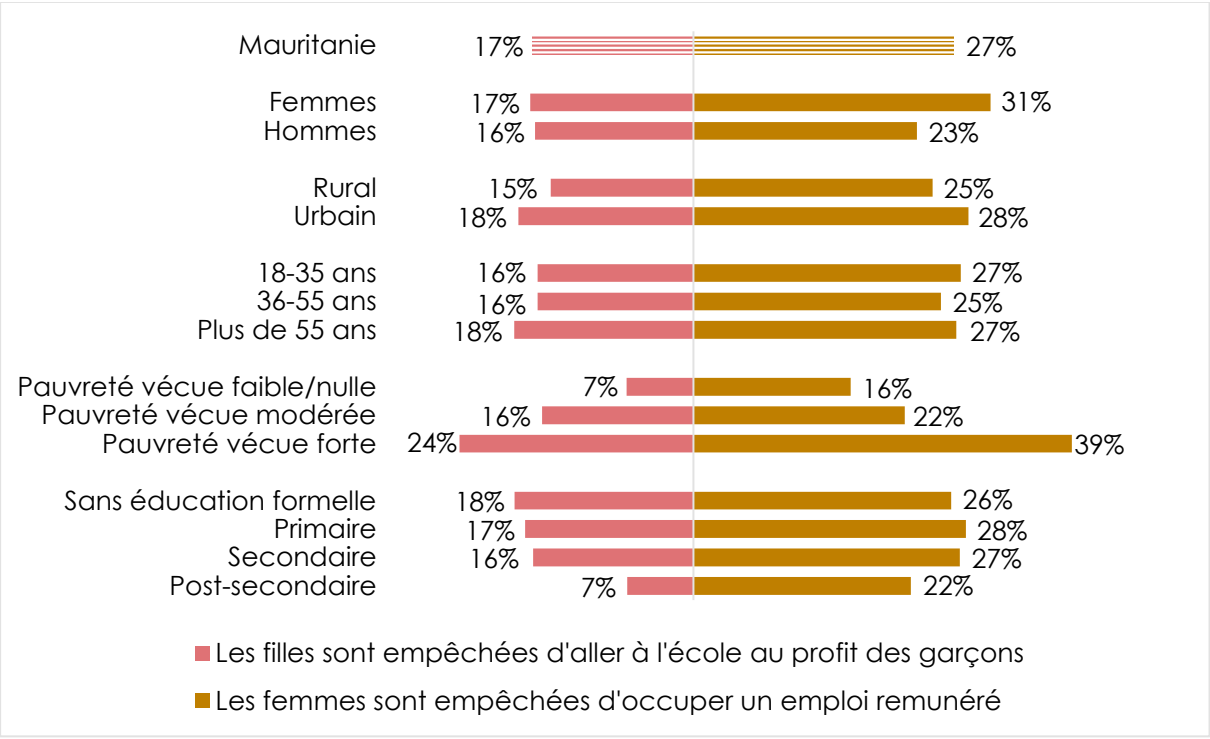


Questions posées aux répondants : *Quelle est la fréquence des événements suivants dans votre communauté ?*

Les filles sont empêchées d'aller à l'école parce que leur famille donne la priorité à l'éducation des garçons.

Les femmes sont empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi rémunéré.

Figure 7 : Discrimination à l'endroit des filles et des femmes | par groupe démographique | Mauritanie | 2025



Questions posées aux répondants : *Quelle est la fréquence des événements suivants dans votre communauté ?*

Les filles sont empêchées d'aller à l'école parce que leur famille donne la priorité à l'éducation des garçons.

Les femmes sont empêchées par leur conjoint ou d'autres membres de la famille d'occuper un emploi rémunéré.

(% qui disent « souvent » ou « toujours »)

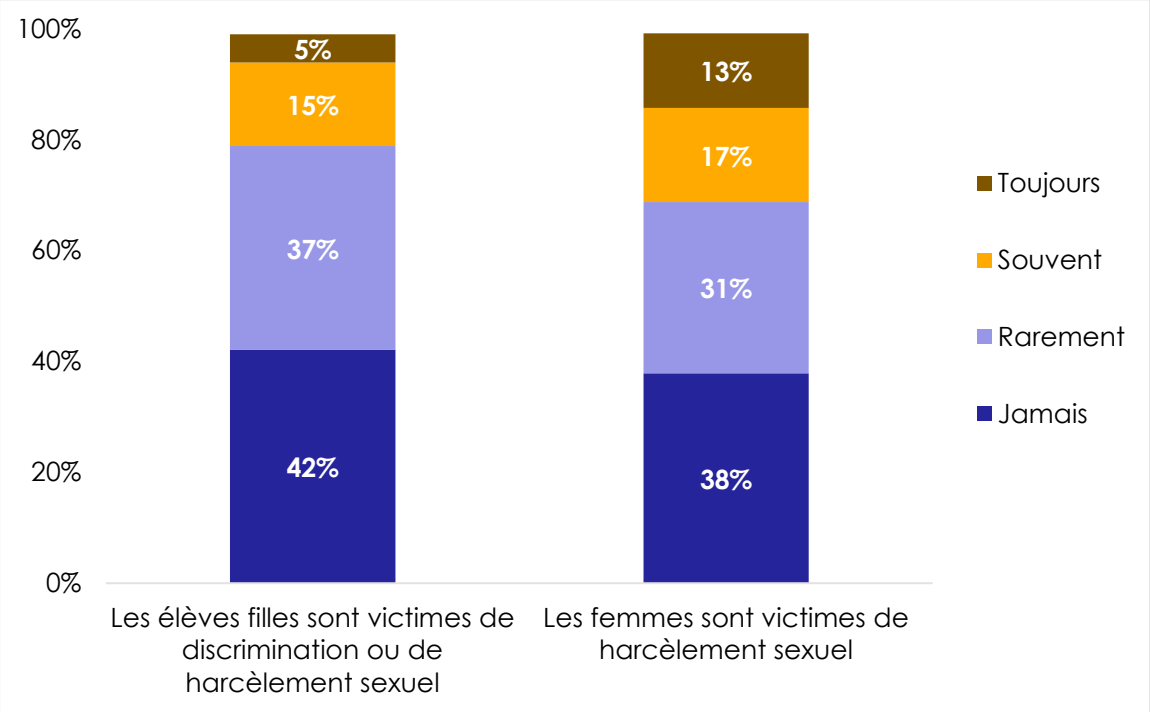
Copyright ©Afrobarometer 2026

Par ailleurs, 20% des Mauritaniens estiment que les écolières ou étudiantes sont « souvent » ou « toujours » victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants, tandis que 30% affirment que les femmes sont « souvent » ou « toujours » victimes de harcèlement sexuel dans les lieux publics. Toutefois, une large majorité des répondants (79% et 69%, respectivement) considèrent que ces faits se produisent « rarement » ou « jamais » dans leur communauté (Figure 8).

La perception d'un harcèlement fréquent à l'égard des élèves et étudiantes est plus répandue parmi les plus pauvres (26%), les citadins (25%), les femmes (23%), les moins âgés (20%-23%) et les moins instruits (21%) que parmi les plus riches (12%), les ruraux (14%), les hommes (18%) les séniors (13%) et les plus instruits (17%) (Figure 9).

Le harcèlement sexuel fréquent des femmes dans les espaces publics est, quant à lui, davantage perçu par les citadins (40%), les plus pauvres (37%), les plus instruits (37%) et les moins âgés (31%) que par leurs homologues respectifs.

Figure 8 : Harcèlement envers les filles et les femmes | Mauritanie | 2025



Questions posées aux répondants : *Quelle est la fréquence des événements suivants dans votre communauté ?*

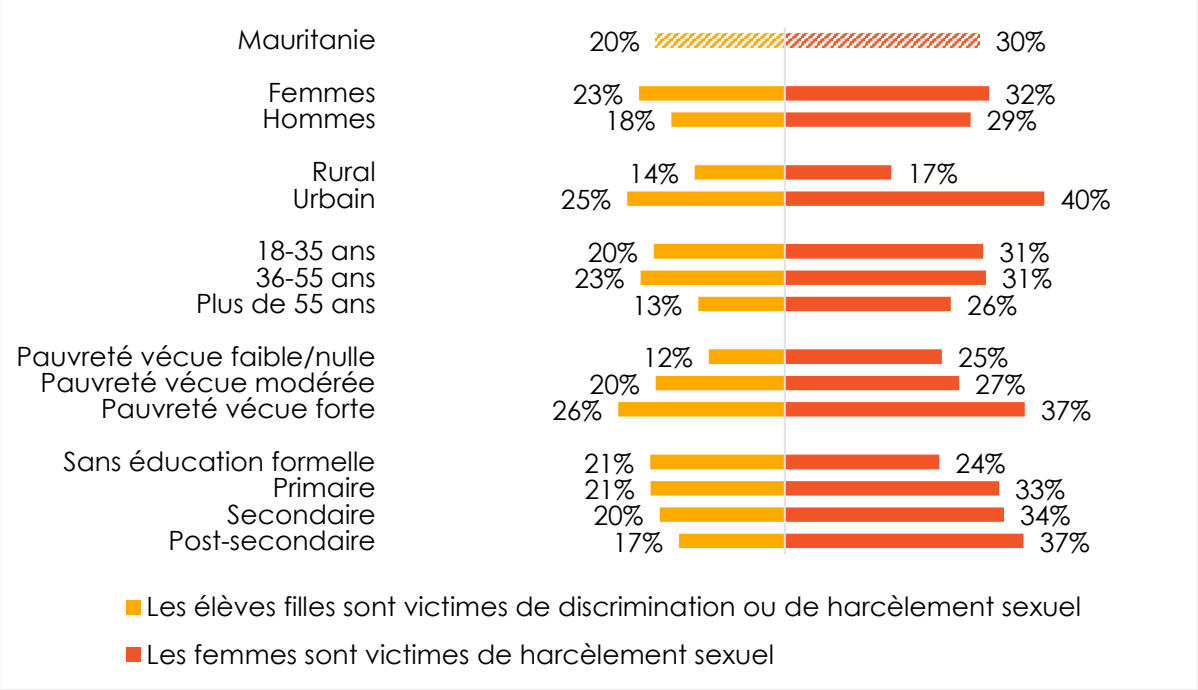
Les élèves filles ou étudiantes sont victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants.

Les femmes sont harcelées sexuellement dans des lieux publics tels que les marchés, les rues ou les transports publics.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 9 : Harcèlement envers les filles et les femmes | par groupe démographique | Mauritanie | 2025



Questions posées aux répondants : *Quelle est la fréquence des événements suivants dans votre communauté ?*

Les élèves filles ou étudiantes sont victimes de discrimination, de harcèlement ou de demandes de faveurs sexuelles de la part de leurs enseignants.

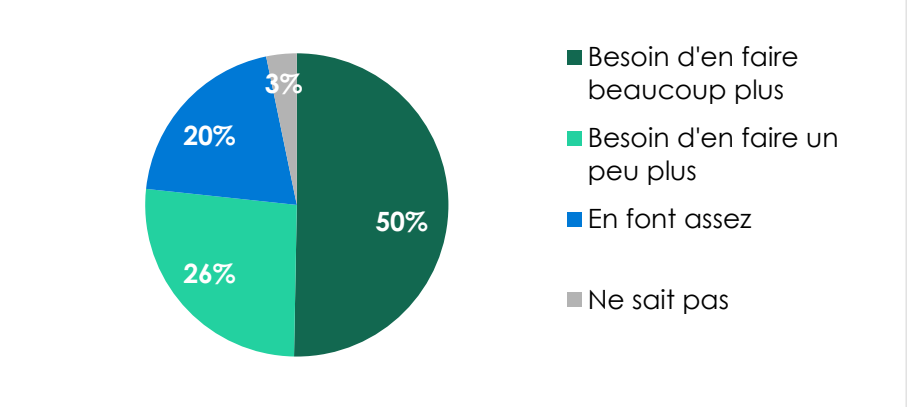
Les femmes sont harcelées sexuellement dans des lieux publics tels que les marchés, les rues ou les transports publics.

(% qui disent « souvent » ou « toujours »)

Dans ce contexte, les citoyens expriment des attentes fortes vis-à-vis des institutions en charge de la protection des femmes.

Trois quarts (76%) des Mauritaniens estiment que la police et les tribunaux devraient en faire davantage pour protéger les femmes et les filles contre la discrimination et le harcèlement, dont 50% qui jugent qu'ils doivent faire « beaucoup plus » (Figure 10).

Figure 10 : La police et les tribunaux protègent-ils suffisamment les femmes et les filles ? | Mauritanie | 2025



Question posée aux répondants : *Pensez-vous que la police et les tribunaux de ce pays en font assez pour protéger les femmes et les filles contre la discrimination et le harcèlement à l'école, sur le lieu de travail et dans les espaces publics, ou qu'ils doivent en faire plus ?*

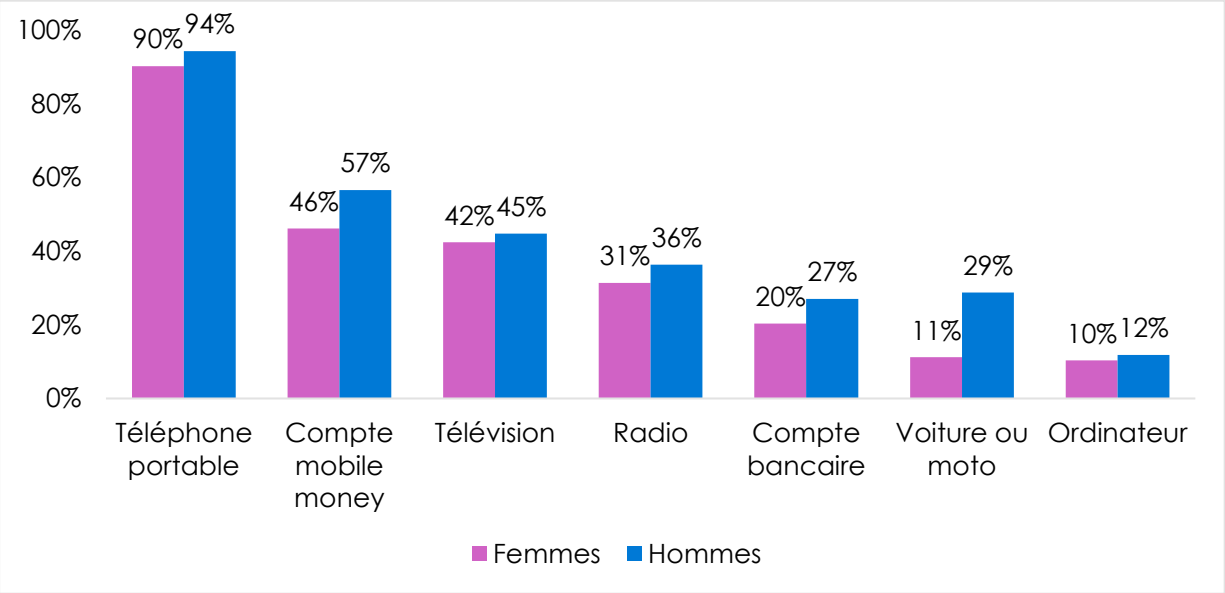
Copyright ©Afrobarometer 2026

Autonomisation des femmes

Au-delà de la protection contre les discriminations et le harcèlement, l'autonomisation des femmes représente une dimension centrale de l'égalité des sexes.

Les résultats de l'enquête Afrobarometer montrent que les femmes sont moins nombreuses que les hommes à posséder des actifs tels qu'un téléphone portable (90% contre 94%), un compte mobile money (46% contre 57%), un compte bancaire (20% contre 27%) ou encore une voiture ou moto (11% contre 29%) (Figure 11).

Figure 11 : Possession d'actifs | par sexe | Mauritanie | 2025



Questions posées aux répondants : *Lesquels de ces biens possédez-vous personnellement ?*

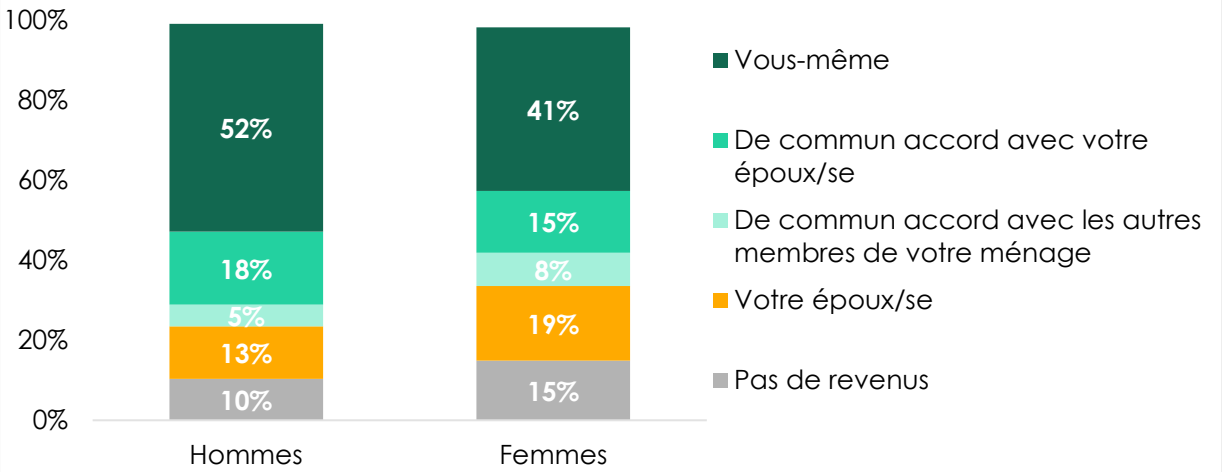
Par ailleurs, les femmes disposent de moins d'autonomie que les hommes dans la gestion de leurs revenus. Quatre femmes sur 10 (41%) déclarent prendre elles-mêmes les décisions concernant l'utilisation de leurs revenus, contre 52% des hommes. A l'inverse, elles sont plus nombreuses à indiquer que ces décisions relèvent de leur époux (19% contre 13%) ou à déclarer ne pas avoir de revenus (15% contre 10%) (Figure 12).

Les Mauritaniens soutiennent le principe d'égalité en matière politique. Sept répondants sur 10 (70%) estiment que les femmes devraient être autant éligibles aux postes politiques que les hommes (Figure 13).

Le soutien à l'éligibilité des femmes en politique est plus répandu parmi les répondants les plus instruits (79%), les plus pauvres (73%), les moins âgés (71%-72%) et les citadins (72%) que parmi leurs homologues respectifs.

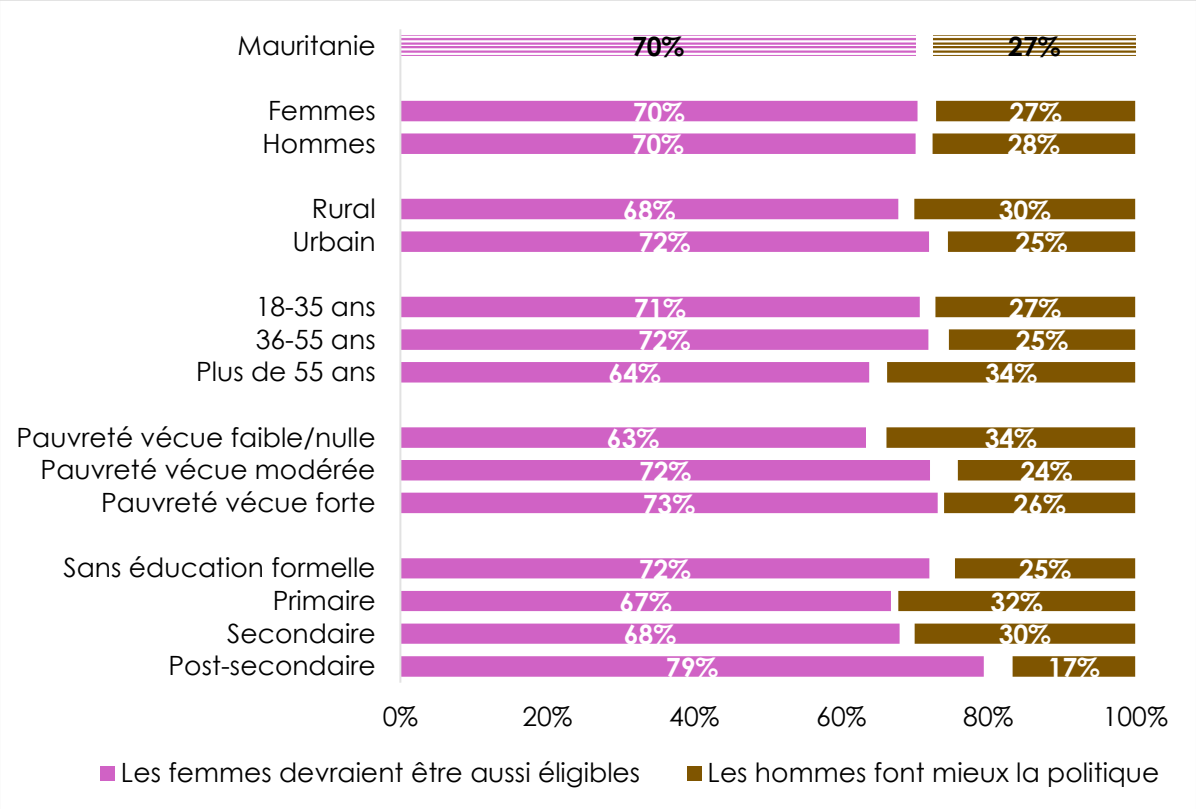
Copyright ©Afrobarometer 2026

Figure 12 : Qui décide de la gestion des revenus du ménage ? | par sexe | Mauritanie | 2025



Question posée aux répondants : *De quelles façons les décisions sont-elles prises, quant à la gestion des revenus que vous gagnez en travaillant, en faisant des affaires, en faisant du commerce, ou en vous livrant à d'autres activités ?*

Figure 13 : Soutien à l'éligibilité des femmes en politique | par groupe démographique | Mauritanie | 2025



Question posée aux répondants : *Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?*
Affirmation 1 : Les hommes font mieux la politique que les femmes, et devraient être seuls à être élus à des postes politiques.
Affirmation 2 : Les femmes devraient être aussi éligibles à des postes politiques que les hommes.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Conclusion

Malgré les efforts déployés par l'Etat mauritanien et les progrès réalisés en matière d'égalité, des disparités entre les sexes persistent, notamment en ce qui concerne l'accès aux secondaire et post-secondaire d'éducation, à l'emploi, à la propriété d'actifs et à l'autonomie dans la gestion des revenus. Les discriminations à l'égard des filles et des femmes demeurent également présentes, tout comme le harcèlement sexuel.

Dans ce contexte, il n'est guère surprenant qu'une large majorité de Mauritaniens estiment que la police et les tribunaux devraient en faire davantage pour protéger les droits des femmes et des filles.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Références

Agence Française de Développement. (2016). Profil genre Mauritanie.

Banque Africaine de Développement. (2022). Etude sur le profil genre en Mauritanie.

Carrefour de la République Islamique de Mauritanie. (2012). Bourses : 'Discrimination positive' en faveur des filles en perspectif. 3 janvier.

Carrefour de la République Islamique de Mauritanie. (2024). Mauritanie : Participation des femmes dans la sphère politique. 28 juillet.

Groupe de Travail des Nations Unies sur la Discrimination à l'Egard des Femmes et des Filles. (2023). Égalité de genre en Mauritanie : Entre avancées louables et impasses.

Mattes, R., & Lekalake, L. (2025). Décennie de misère ? La pauvreté vécue sévère explose dans de nombreux pays africains. Dépêche No. 943 d'Afrobarometer.

Ministère de l'Action Sociale, de l'Enfance et de la Famille. (2022). Lancement des activités de l'observatoire national des droits des femmes et des filles.

Office Nationale de la Statistique. (2021). Enquête démographique et de santé 2019-2021. Avec le Ministère de la Santé et ICF.

Partenariat EDIFIS. (2025). En Mauritanie, renforcer la coordination des acteurs pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Programme des Nations Unies pour le Développement. (2023). L'égalité genre en progrès au sein du nouveau parlement mauritanien.

République Islamique de Mauritanie. (2017). Constitution de la République Islamique de Mauritanie, révisée en 2017.

UNESCO. (2025). Analyse du secteur de l'éducation de la Mauritanie.

Copyright ©Afrobarometer 2026

Komi Amewunou est un éditeur pour Afrobarometer. Email : akomi@afrobarometer.org.

Adu Kakra Duayeden est gestionnaire des données pour les travaux de terrain d'Afrobarometer. Email : kadu@afrobarometer.org.

Hassana Diallo est coordonnateur de la communication d'Afrobarometer pour l'Afrique francophone. Email : hdiallo@afrobarometer.org.

Afrobarometer, une organisation à but non lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de 40 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'Institute for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya et l'Innovante Recherche en Economie et Gouvernance (IREG) au Bénin. Michigan State University et University of Malawi apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Norvégienne de Coopération pour le Développement via le projet Think Africa de la Banque Mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations - Africa, de Luminate, de la Fondation Ford, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Fondation Obama, de la Fondation Rockefeller, de la Commission de l'Union Européenne, du Groupe de la Banque Mondiale, du Population Institute, du Centre for International Governance Innovation, du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI), de l'Ambassade Royale du Danemark en Ouganda/Danida, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et du Ministère Fédéral Allemand de la Coopération Economique et du Développement (BMZ) soutenu par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce lien ou ce lien. Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.

Dépêche No. 1172 d'Afrobarometer | 21 avril 2026

Copyright ©Afrobarometer 2026